

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.953

Visite de François Hollande: premier bilan du PCR

Emploi : les annonces ne répondent pas à la situation

Hier soir sur Réunion Première Télé, le PCR a fait part de son premier bilan de la visite de François Hollande. Yvan Dejean, secrétaire général du PCR, a rappelé que les mesures annoncées par le chef de l'Etat sur l'emploi ne correspondent pas à la situation.



François Hollande n'a pas rencontré les pauvres et les syndicalistes. Mais même au milieu des patrons, il a l'air soucieux.
(photo Pool/Imaz Press Réunion)

Hier soir, le journal télévisé de Réunion Première a donné une large place au bilan de la visite de François Hollande. Plusieurs organisations politiques étaient invitées à faire un premier bilan, dont le Parti communiste réunionnais représenté par Yvan Dejean, secrétaire général.

Interrogé d'abord sur l'impression générale, Yvan Dejean a mis en avant la situation complexe et difficile. Le président de la République parti, «le problème reste entier». «Il faut tenir un discours de vérité vis à vis de la population», a-t-il dit.

l'Etat pour les salaires des emplois d'avenir embauchés par les collectivités et les associations. Le secrétaire général du PCR estime que les annonces ne correspondent pas à la situation. La Réunion compte en effet plus de 150.000 demandeurs d'emploi. «Sur le fond, cela ne règle rien». C'est toujours l'application mécanique de mesures votée par le législateur en France. Si cela continue, nous irons «droit dans le mur».

Propositions pour des emplois durables

Le PCR souscrit à l'idée d'un grand rassemblement pour un pacte d'avenir pour La Réunion. Cela suppose d'aller beaucoup plus loin.

Les crédits proposés pour les emplois d'avenir sont destinés à répondre à l'urgence sociale. Sur ce point, Yvan Dejean a rappelé la proposition du PCR visant à pérenniser les emplois aidés. C'est la globalisation des fonds publics pour le financement de deux grands services d'intérêt public dans l'environnement et l'aide à la personne. Les travailleurs embauchés répondront à de véritables besoins qui seront autant d'emplois durables.

Enfin pour la fonction publique, Yvan Dejean a mis en avant la proposition du moratoire. Tant que le chômage atteindra à La Réunion un niveau exceptionnel, alors il est demandé un moratoire sur les règles de recrutement actuelles dans la fonction publique. L'objectif est de réserver les emplois aux Réunionnais qui ont les compétences pour les occuper.

Emploi: «droit dans le mur»

Sur l'emploi, François Hollande a annoncé l'augmentation de l'aide de

Visite présidentielle singulière

Un accueil mitigé pour François Hollande

Les bains de foule et les accueils de masse étaient les fils conducteurs de toutes les visites d'un président de la République à La Réunion, du général de Gaulle à Nicolas Sarkozy en passant par François Mitterrand. Celle de François Hollande crée un précédent, car la foule enthousiaste n'était pas au rendez-vous, notamment dans les villes dirigées par des maires socialistes.



Arrivée du président de la République à Saint-Pierre. Le seul public: les militaires...



... et quelques élus. Derrière les grilles, plus de policiers que de syndicalistes.

Lors de sa séquence à Saint-Joseph, François Hollande a pu juger le niveau de sa côte de popularité, dans la commune qui l'a élu à 77,95% au second tour. Une popularité effritée en France mais également à La Réunion, où l'accueil aura été mitigé.

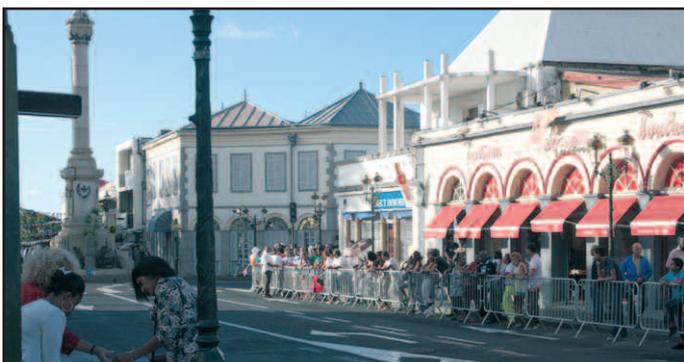
Une trentaine de personnes était venue saluer le Président de la République avant la séquence de l'auditorium, le reportage de Réunion Première a montré une poignée de sympathisants venus saluer François Hollande. Ce dernier venu faire des annonces sur le régionalisation de l'emploi n'a pas pu profiter d'un bain de foule, comme cela a pu être le cas lors des précédentes visites présidentielles.

En effet, Saint-Joseph compte près de 50% d'habitant sans emploi, les mesures annoncées ne devraient pas changer la situation de ces 18.000 Saint-Josephois. La politique de François Hollande est décriée. D'une part, le Président accorde beaucoup d'importance aux entreprises et de l'autre, les mesures sociales proposées devraient durement peser sur les réunionnais, et principalement les plus démunis.

Aucun espoir n'était attendu de la part de la population et des Saint-Josephois, vis-à-vis de l'allocation de François Hollande, sur le thème de l'emploi.



A Saint-Joseph, ville d'un député-maire PS, le chef de l'Etat pouvait s'attendre à un accueil de masse, ce n'était pas le cas. (photo Pool/Imaz Press Réunion)



A Saint-Denis, une demi-heure avant le dépôt de gerbe, la foule ne se bouscule pas.



Le même endroit au moment du passage du président de la République. (photo Pool/FLY)

Édito

Les annonces du président de la République confirment que nous sommes arrivés au bout d'une expérience commencée voici 68 ans

30% de chômage, 60% des jeunes privés d'emploi, 42% de la population en dessous du seuil de pauvreté en 2010. C'est ainsi que "Le Monde" décrit la situation sociale à La Réunion. Cela montre bien que La Réunion n'est pas la France.

Si la France avait 10 millions de chômeurs, ou 30 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, un gouvernement proposerait-il 4 millions d'emplois-aidés financés à 90% par l'Etat? Nul doute qu'il œuvrerait à soutenir un plan de relance de l'industrie pour soutenir des secteurs nécessitant une forte demande en main d'œuvre.

C'est bien là tout le décalage entre la crise et les mesures proposées.

Avec les années, cette situation ne va pas s'arranger. Depuis vendredi, plus de 200.000 jeunes Réunionnais ont repris le chemin de l'école. Dans 10 mois, près de 10.000 d'entre eux seront des nouveaux bacheliers, plusieurs milliers obtiendront un CAP ou un BEP, et d'autres sortiront de l'école sans diplôme. Ce rythme durera encore pendant plus de 15 ans. L'augmentation de la population relativise elle aussi la portée des mesures annoncées, car dans quelques années ces jeunes revendiqueront eux aussi le droit à un travail.

Face à l'urgence sociale, François Hollande fait des propositions dans un contexte: la France est en pleine crise économique. De passage à La Réunion l'an passé, Michel Sapin avait aussi annoncé des

emplois aidés. La signature de contrats d'emploi d'avenir était même devenue un rituel pour chaque visite ministérielle. C'est un signe qui démontre toute la difficulté du pouvoir à accompagner une politique de développement de La Réunion. Ce modèle est bien arrivé au bout, il ne peut plus aller plus loin, car même le président de la République n'arrive pas à aller au-delà des propositions faites par ses ministres.

C'est donc bien une rupture avec ce modèle qui est nécessaire, elle seule pourra rendre l'espoir.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Deux patients guéris à la suite d'un traitement expérimental

Un vaccin possible contre le virus Ebola

Le dernier bilan de l'OMS, publié mercredi 20 août fait état de 1.069 morts sur plus de 1.975 cas confirmés, suspects ou probables, essentiellement en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. Trois morts ont été enregistrés au Nigeria, le Liberia compte 670 cas à lui seul dont 355 mortels.



Malgré les précautions prises, l'épidémie s'étend en Afrique de l'Ouest. Cinq personnes sont décédées des suites du virus Ebola au Nigeria, le Cameroun a décidé de fermer ces frontières avec le pays le plus peuplé d'Afrique. (Photo Tommy Trenchard/IRIN)

L'ampleur de la contagion a précipité les chercheurs à trouver un vaccin contre le virus Ebola, qui sévit en Afrique depuis plusieurs mois. Aux Etats-Unis, deux personnes ont été guéris, après avoir été contaminé par le virus au Liberia. Leur état de santé a été observé de près par les scientifiques du monde entier.

Un vaccin trouvé

Les autorités sanitaires américaines ont annoncé jeudi 21 août la guérison du docteur Kent Brantly et du missionnaire Nancy Writebol. Les deux Américains ont reçu un traitement expérimental, appelé le ZMapp. Il s'agit d'un sérum ayant été testé seulement sur le singe. Durant deux semaines, les deux hommes ont été traités à l'hôpital d'Atlanta. Nancy Writebol, 59 ans, a quitté l'hôpital mardi, tandis que Kent Brantly, 33 ans, est sorti dans la journée de jeudi. D'après les médecins qui les ont suivi, la sortie des deux hommes ne pose aucun problème de santé publique. Plusieurs patients ont reçu du ZMapp,

parmi lesquels trois médecins au Liberia dont l'état de santé est en nette amélioration, selon les autorités locales. Toutefois, le prêtre espagnol Miguel Pajares, est décédé le 12 août, bien qu'il ait reçu ce traitement après avoir été rapatrié à Madrid.

L'annonce de ces deux guérisons pourrait être une étape importante dans la lutte contre le virus Ebola. Les chercheurs sont parvenus à créer un vaccin préventif contre le virus qui pourrait faire l'objet d'essais cliniques dès le mois prochain, selon le directeur du département vaccination, vaccins et produits biologiques de l'Organisation Mondiale de la Santé. Si ces essais sont concluants, le vaccin pourrait être disponible dans le courant de 2015.

La situation ne s'améliore pas

Au Liberia, pays le plus touché par l'épidémie, la Croix-Rouge demande la création d'une «organisation internationale qui coordonne la riposte» à Ebola. Selon le secrétaire général de

l'ONG sur place, le crématorium de la capitale, Monrovia, n'a pas la capacité suffisante pour incinérer les corps de tous ceux qui ont succombé au virus. Une cinquième personne est décédée suite au virus au Nigeria, a annoncé le ministre nigérian de la Santé, Onyebuchi Chukwu. Cette annonce survient après l'annonce de la survie d'une patiente, la première et la seule dans ce cas. Un médecin nigérian a découvert un médicament expérimental appelé Nano Silver pour traiter le virus Ebola. Le médicament est arrivé au Nigeria, le 14 août, celui-ci a été approuvé par l'OMS.

Le Cameroun voisin du Nigeria est pour l'heure épargné par le virus. Le pays a décidé de prévenir la propagation de la fièvre Ebola. «Toutes les frontières (aériennes, maritimes et terrestres) du Cameroun avec le Nigeria sont fermées. Notre logique est qu'il est préférable de prévenir plutôt que de guérir», a annoncé à l'Agence France Presse le ministre camerounais de la Communication et porte-parole du gouvernement, Issa Tchirroma Bakary.

Un survivant d'Ebola parle

«J'ai lutté contre la mort et elle a renoncé»

Saa Sabas a contracté le virus Ebola tout en s'occupant de son père malade dans le sud de la Guinée, mais sa survie miraculeuse après le traitement précoce des symptômes de la maladie a fait de lui en quelque sorte un héros mondial.

Mardi, au moment où le monde s'est réuni à l'occasion de la Journée humanitaire mondiale, la lutte de Sabas pour arrêter la propagation du virus après avoir surmonté la stigmatisation initiale de survivre du virus d'Ebola qui a fait plus de 1200 victimes en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et au Nigeria, a fait de lui un centre d'attraction.

«J'ai failli mourir», déclare le pharmacien âgé de 41 ans cité par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, avec laquelle il travaille maintenant comme travailleur humanitaire.

Le père de Sabas avait une forte fièvre, de la diarrhée et vomissait, quelques-uns des symptômes les plus visibles du virus Ebola, dont la flambée en Afrique de l'Ouest a remis en cause les efforts de santé mondiaux, obligeant une décision sans précédent d'utiliser des médicaments non testés.

«J'ai dirigé une lutte contre la mort et elle a finalement renoncé», a déclaré Sabas, qui travaille en tant que bénévole communautaire en aidant à éduquer les villageois au sujet de la menace posée par le virus Ebola.

«Je suis l'un d'eux et je peux leur parler dans une langue qu'ils comprennent. Qui d'autre est mieux placé pour leur parler du virus d'Ebola», a déclaré Sabas, dont le témoignage a été donné au siège de l'Union africaine à Addis-

Abeba, lors d'une cérémonie de reconnaissance des travailleurs humanitaires.

100 soignants déjà morts

Au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée, les travailleurs de la santé ont essayé impuissants de sauver des vies. Au moins 100 d'entre eux sont morts sur la ligne du devoir après avoir contracté la maladie.

Anthony Lake, directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef), a déclaré mardi que les travailleurs humanitaires, dont Sabas, vivent dans des conditions difficiles et prennent beaucoup de risques pour sauver des vies.

Jeanine Cooper, l'envoyée du bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a indiqué que l'épidémie de la maladie du virus Ebola en Afrique de l'ouest a créé une crise humanitaire et envoyé des signes avant-coureurs à la communauté humanitaire mondiale.

«Ebola était une épidémie, mais n'a pas été considérée comme une catastrophe humanitaire. Elle a été souvent été laissée aux médecins», a-t-elle confié à la PANA. «La situation est bien différente (maintenant). Nous avons besoin de la logistique - eau, assainissement et tout ce qui est nécessaire pour faire face aux situations d'ur-

gence humanitaire».

Situation humanitaire plus difficile

Les travailleurs humanitaires estiment que la propagation rapide du virus Ebola au-delà des frontières dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest a mis à nu tout ce qui ne va pas dans le système de soins de santé en milieu rural sur le continent.

«Presque tous les pays sont fragiles et une simple épidémie crée une catastrophe», a souligné Cooper, «les fournitures de soins de santé en milieu rural ne sont pas à jour. L'épidémie d'Ebola devrait soulever la nécessité de créer des systèmes de soins de santé mieux équipés en Afrique».

La commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques, Aisha Abdullahi, a révélé que la région de l'Afrique de l'Ouest qui a souffert d'une série de catastrophes humanitaires, des pénuries alimentaires et de la violence, a été affaiblie par la flambée de la fièvre Ebola.

«L'épidémie d'Ebola a affaibli les communautés et aggravé la situation humanitaire. L'UA, la CEDEAO et les Nations unies ont élaboré des stratégies visant à améliorer l'action et au renforcement de la résilience humanitaire», a déclaré Abdullahi.

Le Sénégal ferme ses frontières avec les pays touchés par le virus Ebola

Face à la menace de la fièvre hémorragique du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a décidé de fermer ses frontières terrestres, aériennes et maritimes avec la Guinée Conakry, le Liberia, la Sierra Leone, le Nigeria, a indiqué, ce vendredi à Dakar, le ministre sénégalais du Tourisme et des Transports aériens, Abdoulaye Diouf Sarr.

Intervenant au cours d'une conférence de presse organisée par le ministère de la Santé et de l'Action sociale, M.

Sarr s'est réjoui de la décision prise par les autorités sénégalaises pour riposter contre la maladie.

La décision, note-t-on, a été prise par le ministère de l'Intérieur du Sénégal en collaboration avec le ministère de la Santé et de l'Action sociale et le ministère du Tourisme et des Transports aériens.

Elle s'inscrit dans le dispositif national de riposte pour assurer une sécurité maximale contre le virus Ebola.

.De plus, il a rappelé que depuis trois

jours, la Compagnie aérienne nationale du Sénégal "Sénégal Airlines" a suspendu ses vols vers la Guinée.

Selon le ministre sénégalais de la Santé et l'Action sociale, Mme Awa Marie Coll Seck, tout avion et bateau en provenance des pays touchés par le virus ne sont plus autorisés à venir au Sénégal.

Concernant, les produits qui viennent des ces pays, le ministre a assuré que ces produits peuvent passer par d'autres pays de la sous région.

Un moyen d'atteindre les Objectif du Millénaire pour le développement

L'audit social pour améliorer la gestion des fonds publics

Les manifestations contre la médiocrité des prestations de services comme l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires, la santé et l'éducation sont devenues tellement omniprésentes en Afrique du Sud qu'elles apparaissent à peine dans les médias. Les problèmes continuent, tout comme les manifestations et le cercle vicieux de la lente progression de la pauvreté et de l'accumulation des frustrations s'étend.

Toutefois, l'audit social – une nouvelle forme de militantisme de la société civile qui donne à la population le pouvoir de collecter les informations financières dont elle a besoin pour faire pression en faveur d'un réel changement – pourrait donner plus de poids à ces manifestations et favoriser des améliorations concrètes dans le mode de vie de la population elle-même. Partout dans le monde, l'audit social est considéré comme une manière de donner à la population le pouvoir de surveiller la mise en oeuvre des programmes qui lui sont destinés et de s'assurer qu'ils ne sont pas corrompus, interrompus ou mal gérés et qu'ils remplissent réellement leurs fonctions.

Dans le township de Khayelitsha, au Cap, par exemple, un audit social de toilettes mobiles mené par un trio d'organisations non gouvernementales (ONG) et de communautés touchées a révélé que le fournisseur de ces toilettes avait manqué à ses obligations de bien des manières. Le groupe dispose d'ailleurs de preuves solides et détaillées. Créé à l'initiative de la Social Justice Coalition en collaboration avec Ndifuna Ukwazi (Osez savoir) et avec l'aide de l'International Budget Partnership (IBP) de Washington, le groupe a mené plusieurs campagnes d'audit pour montrer que les habitants n'avaient pas accès à des services d'assainissement adéquats. La campagne, qui passe par des actions en justice et des manifestations, n'est pas terminée, mais la ville du Cap a reconnu que son programme d'assainissement devait être amélioré et faire l'objet d'un meilleur suivi.

Demander des comptes au gouvernement

Jared Rossouw, directeur adjoint de Ndifuna Ukwazi, a dit à IRIN qu'à terme, l'objectif était de «créer un mouvement d'audit social en Afrique du Sud. Nous voulons pouvoir nouer le dialogue avec les autorités locales au sujet des prestations de services. Nous voulons qu'ils partagent leurs données avec nous, qu'ils voient cela comme une forme légitime de surveillance communautaire. Il s'agit d'apprendre aux communautés à

comprendre les données pour qu'elles sachent ce pour quoi elles ont payé, pour qu'elles puissent utiliser ces informations pour mener des audits et demander des comptes au gouvernement.» Selon M. Rossouw, certains départements du gouvernement national sont disposés à promouvoir cette forme de «surveillance citoyenne des prestations de services».

En Inde, le gouvernement est davantage impliqué dans des audits sociaux et les résultats sont mitigés. L'ONG Samarthan est la première à avoir entrepris un audit social dans le pays, dans le but de concrétiser le National Rural Employment Guarantee Act (une loi adoptée en 2005 par le gouvernement accordant aux familles le droit à 100 jours de travail rémunéré par an). Ce programme de droit au travail, le plus ambitieux du monde, était dès le début en proie à des problèmes bureaucratiques et une corruption de grande ampleur. Samarthan, qui opère dans les États du Madhya Pradesh et du Chattisgarh, a donc mené des audits sociaux dans les villages, «pour suivre la circulation des dossiers vers le haut et de l'argent vers le bas». Ces audits sociaux ont mis la lumière sur des actes de mauvaise gestion et de corruption à tous les niveaux: les élites locales détournent de l'argent et la population se voyait refuser des emplois. Les problèmes étaient exacerbés par la culture de la corruption chez les fonctionnaires et la culture de l'asservissement chez les ouvriers agricoles pauvres et analphabètes, qui avaient peur de poser des questions ou de défier les autorités locales, a expliqué Yogesh Kumar, directeur général de Samarthan.

Des programmes similaires au Ghana et au Mexique ont dévoilé les faiblesses des programmes gouvernementaux visant à aider les populations défavorisées par le biais d'audits menés par la société civile et par la participation de cette dernière dans l'établissement des budgets.

Vers des budgets plus transparents

La société civile peut jouer un rôle clé

dans le suivi de l'utilisation des budgets, mais les gouvernements doivent faire leur part en ouvrant leurs livres de compte, en permettant aux citoyens de participer aux décisions budgétaires et en réalisant leurs propres audits sur la manière dont les fonds sont réellement dépensés. L'IPB publie un indice semestriel, classant 100 pays examinés en fonction du degré d'ouverture de leur processus budgétaire.

L'une des raisons pour lesquelles les gouvernements n'ont pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement est qu'ils n'ont pas utilisé les fonds publics correctement, a dit Vivek Ramkumar, directeur de la sensibilisation internationale et de l'Open Budget Initiative d'IBP. Le problème est en partie dû au fait que dans de nombreux pays, l'allocation et les dépenses budgétaires restent entourées de mystère. La récession mondiale faisant pression sur l'aide des pays donateurs, les gouvernements des pays en développement doivent de plus en plus répondre à la demande de prestations de services eux-mêmes. «Ce que nous observons, c'est que si cela est fait de manière ouverte et que les informations sont partagées avec le public, les priorités fixées reflètent réellement les besoins nationaux».

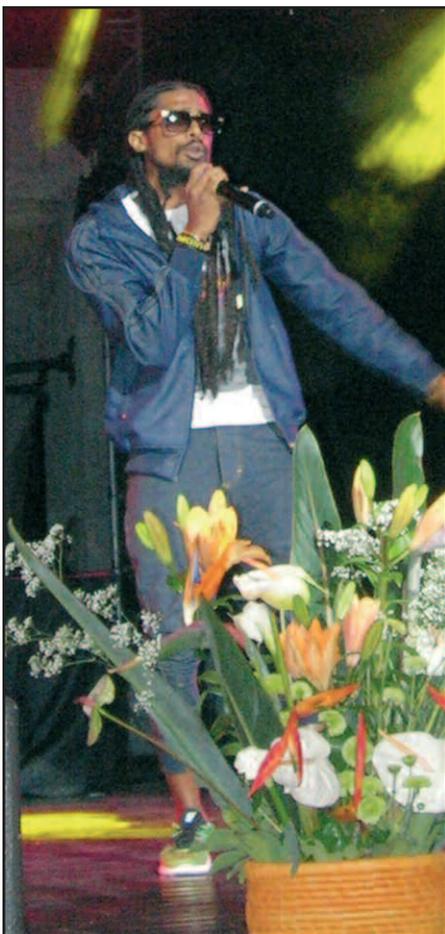
D'après l'indice 2012 d'IBP, les pays dont le processus budgétaire est le plus ouvert sont la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège et la France. En bas de la liste se trouvent les pays riches en ressources pétrolières: l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, le Myanmar et le Qatar. Ces résultats montrent que les pays plus riches et démocratiques ont un score plus élevé, tandis que les «autocraties dépendantes du pétrole» ont tendance à avoir de moins bonnes notes. M. Ramkumar accuse la «malédiction du pétrole» qui touche ces pays, tout comme d'autres qui sont dépendants de ressources extractives, qui n'ont pas besoin de recevoir d'impôts de la population et ont donc moins d'obligation de leur rendre des comptes.

(Source: IRIN)

Billet philosophique

Vive la libération de La Réunion !

Le vendredi 15 août dernier, se sont déroulés à La Réunion deux événements commémoratifs des libérations de la France et de l'Inde, qu'il est vraiment important d'organiser pour cultiver la connaissance de notre Histoire. En même temps, ces deux célébrations nous font réfléchir au problème de la libération de La Réunion. Pourquoi ? Et le président de la République, après sa visite dans le pays ce jeudi 21 août, va-t-il prendre en compte cette problématique ?



Kaf Malbar, un des nombreux artistes ayant participé à la célébration du 67ème anniversaire de l'indépendance de l'Inde.

Le matin du 15 août, en face du collège des Deux-Canons à Sainte-Clotilde, a été célébré le 70ème anniversaire du débarquement en Provence (sur la côte française de la mer Méditerranée) de la 1ère Armée Française, conduite par le maréchal De Lattre de Tassigny, ce qui fut une étape importante du combat auquel ont participé plusieurs Réunionnais pour libérer la France de l'occupation nazie. Parmi ces Réunionnais combattants de la liberté, on peut citer le célèbre avocat Jacques Vergès et l'ambulancière Marguerite Jauzelon, qui raconte son par-

cours admirable dans un livre de Surya Éditions (2009).

Et puis le soir du 15 août, les Réunionnais ont fait le plein au Têat Plein Air de Saint-Gilles pour célébrer le 67ème anniversaire de l'indépendance de l'Inde, dont le peuple a dû se battre pendant plus d'un siècle — avec le soutien notamment de grands combattants comme le Mahatma Gandhi — pour libérer son pays du colonialisme britannique. Et comme l'Inde fait partie des diverses patries ancestrales du peuple réunionnais, de nombreux compatriotes ont participé avec enthousiasme à la célébration de cette libération, en exprimant le vœu que les liens se renforcent entre La Réunion et la République indienne ainsi qu'avec tous les autres pays de l'Indianoocéanie.

Les conditions du développement durable

• Or ce co-développement régional solidaire fait partie des six piliers du développement durable, humain, responsable et solidaire de La Réunion; mais il ne sera pas possible chez nous si le peuple réunionnais ne se libère pas du fonctionnement actuel de la coopération régionale, où il n'a pas le droit d'assumer en tant que tel ses responsabilités dans ses relations avec les États de la région. De même, il n'y aura pas de développement durable de La Réunion :

• si nous ne libérons pas le pays du système économique et financier néocolonial actuel, qui empêche la mise en place d'une économie sociale et solidaire réunionnaise;

• si La Réunion n'est pas libérée de ses inégalités sociales, du chômage massif et de la politique injuste menée dans le pays en termes de revenus, de coût de la vie, de frais bancaires et de fiscalité pour nous empêcher de bâtir une société équitable, avec le respect du droit de tous les Réunionnais à la formation, à l'emploi, au logement et

aux moyens de vivre décemment;

• si notre environnement naturel n'est pas libéré de toutes les formes de pollution par le tout-pétrole, les engrais chimiques, les pesticides, les malbouffes etc... afin de préserver la biodiversité du pays et faire respecter notre droit à une agro-biologie pour notre santé;

• si notre culture et notre identité ne sont pas libérées du système assimilationniste, qui nie leurs spécificités et infériorise notre interculturalité, dominée par le mépris raciste de l'idéologie des classes dominantes envers la créolité réunionnaise, nout nasyon;

• enfin, si le peuple réunionnais n'est pas libéré du système politique et institutionnel actuel, qui n'est pas démocratique et interdit aux Réunionnais de prendre de façon libre et responsable les décisions qui concernent leur vie quotidienne.

Un défi à relever par notre peuple

Voilà donc bien des libérations à conquérir et à mettre en œuvre si nous voulons construire une société harmonieuse et fraternelle; sinon, les beaux discours du monde politique au pouvoir ne sont que de l'hypocrisie. Et ces libertés sont considérées comme fondamentales par de nombreux philosophes, comme par exemple Jean-Jacques Rousseau, pour qui «renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'être humain, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs». Voilà pourquoi, lorsqu'on célèbre avec honneur et raison la libération de la France, de l'Inde et de tous les peuples du monde, on ne peut oublier un des défis essentiels à relever par notre peuple dans les années à venir. D'où ce rappel : vive la libération de La Réunion !

Roger Orlu

Otè!

La solisyon in problèm soi dizan san solisyon !

Dopi in bon bout lo tan, mi kas mon tête pou trouv solisyon in problèm. Problèm-la i port dsi kann é ni pé poz ali konmsa. Si in plantèr i tiliz pa ditou l'angré shimik dann son karo kann, li pé sansa li pé pa an avoir lo mèm, pétète in pli for, rannman-o-shan ké si li anploy l'angré shimik ? Mi oi déza in pé apré fé in sourir an transh papaye é apré di : "Justin, la tèt la gaté!" afors li l'apré kalkilé, arkalkilé, pèrd la nuit dsi in problèm na poinn solisyon. Poutan zot mèm, si zot té marmay la kanpagn, si dann koin zot kaz l'avé inn-dé touf kann, zot la sirman romarké ké, konm di lo kont, zot ti karo pèsonèl té pli joli ké lo shan zot papa. Lé vré, lé pa vré? Mèm si zot téi mète pa l'angré dédan, sirtou si la tèr té fine bien ropozé plizyèr z'ané... Mé zot va di, pou dé-troi touf kann lé vré, mé si i plant in karo sar pi parèy. Mi san kant mèm zot i majine sa mé zot sèrtitid i komans afayir in pé. Mi rokomann azot pa di amoin sa lé moin dou, pars l'èr-la zot i koné la pa vré non pli.

Moin la parti fouy dosi l'internet é moin la trouv in n'afèr la fé travay mon tèt, lété la kiltir biolozik kann la-ba dann Brézil. Bin i paré lo rannman-o-shan lé près dé foi pli for k'isi La Rényon pou in plantasion pa biolozik, avèk l'angré shimik é tout lo tranbléman... Donk, moin té i pans déza an avoir trouv la solisyon mon problèm i tourn an blouk dann mon tête... Ala ké yèr soir, moin té apré rogard dsi l'internet sak i apèl la kiltir an "konsèrvasyon" é moin la trouv in vidéo in plantèr-shèrshèr-rodèr-trouvèr. Ala a popré sak i di dodan: li plant san labouré-li dévir pa la tèr vant an l'èr- li kouvèr toultan son tèr avèk plantasion ti-trèf épi d'ot shoz donk li na in tèr bien vivan avèk vèr d'tèr, ti kankrola, épi rasine i dsann in mète sinkant dan la tèr. Li plant pa kann mé li plant mayi. Figuir azot son rannman mayi lé pli for ké san kintal l'éktar-in kintal sa i fé san kilo!-. zot i pé alé gardé dsi you tube, sak mi di sé la vérité vré.

L'èr-la, mi di, moin la fine près trouv la solisyon mon problèm. Pou kosa près? Pars moin la pankor trouv lo mèm lékspèryans avèk in gran karo kann, mé mi di si ou na in tèr bien vivan, si ou i plant in bon varyété kann konm sak nana isi la Rényon, si ou i okip out tèr konm la prinèl mon zyé, ébin ou lé parti pou an avoir in pliské bon rannman kann dann lo shan san l'angré, san gaspiy tro d'lo arienk avèk l'ède nout bann z'ami k'i grouy dan la tèr, épi bann ti rasine i sava rode la tèr mouyé dan la profondèr. Nou lé kapab trouv la solisyon in problèm soi dizan san solisyon.

Justin

NB In pti provèrb pou la rout: "Pa kapab lé mor san ésyé!". Mi fé pa lo komantèr pars mi pans zot i nyabou fé sa. Arzout èk sa mon modékri lé déza tro long.